

GAZETTE DES TRIBUNAUX.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS,

RUE DE HARLAY-DU-PALAIS, N° 2,
au coin du quai de l'Horloge.

(Les lettres et paquets doivent être affranchis.)

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi père.)

Audience du 14 décembre.

NOTAIRE. — EMPRUNT. — INSOLVABILITÉ DE L'EMPRUNTEUR. — RESPONSABILITÉ.

Le prêt fait par l'entremise du notaire rédacteur de l'acte destiné à le constater peut entraîner la responsabilité du notaire, si par cette entremise le notaire a plutôt agi comme négociateur que comme officier public et avec la parfaite connaissance de l'insolvabilité de l'emprunteur.

Il y a dans un pareil fait, dont la constatation appartient exclusivement aux juges du fond, une faute lourde équipollente à dol et dont l'auteur doit assumer toute la responsabilité.

La Cour royale de Rennes, pour déclarer le notaire L... responsable d'un emprunt qu'il avait fait contracter à l'un de ses clients, envers un autre de ses clients habituels, avait constaté, en point de fait, que ce notaire, en indiquant au prêteur un bon placement de ses fonds, avait agi comme négociateur, et que, de plus, il connaissait le mauvais état des affaires de l'emprunteur. Elle avait tiré de là la conséquence que le notaire avait commis une faute lourde, équipollente à dol, et dont le préjudice devait être réparé par lui, aux termes de l'article 1582 du Code civil. En conséquence, elle l'avait condamné à rembourser aux prêteurs le montant de la somme prêtée et les intérêts.

Le pourvoi contre l'arrêt de la Cour royale de Rennes était fondé sur la violation des articles 1101, 1108 et 2013 du Code civil et sur la fautive application de l'article 1582 du même Code. Il résulte, disait-on, de la combinaison de ces articles qu'il n'y a de responsabilité encourue, comme conséquence d'une obligation contractuelle, qu'autant que cette obligation existe réellement; or, le fait reproché au notaire ne rentrait dans aucun des cas de responsabilité prévus par la loi sur le notariat. L'arrêt le reconnaît, puisqu'il ne l'a condamné qu'en qualité de négociateur. Mais, sous ce rapport encore, le fait qui a servi de base à la condamnation était un fait inoffensif, affranchi par la loi de toute responsabilité. Il ne constituait ni contrat, ni quasi-contrat, ni délit, ni quasi-délit. Il n'en dérivait pas non plus un engagement à titre de caution; car le cautionnement ne se présume pas; il doit être express.

Ce moyen, présenté et plaidé par M^e Delaborde pour le demandeur en cassation, et combattu par M. l'avocat-général Pascalis dans ses réquisitions, a été rejeté par l'arrêt dont suit la teneur :

« Attendu que l'arrêt attaqué ayant décidé en fait que le notaire Laloué avait commis dans la négociation de l'acte du 11 septembre 1834 une faute lourde équipollente à dol et résultant notamment de l'insertion dans cet acte de déclarations fausses sachant qu'elles étaient fausses, une pareille décision ne constitue qu'une appréciation de faits rentrant dans le Domaine de la Cour et qui échappe ainsi à toute censure; »

La Cour rejette, etc., etc. »

COUR ROYALE DE PAU.

Audience du 13 décembre.

DOMICILE POLITIQUE. — TRANSLATION. — ACQUISITIONS SIMULEES.

Nous avons déjà annoncé cet arrêt dont voici le texte :

« Attendu que les lois électorales ayant pour but d'établir le résultat de l'opinion de la majorité, les listes qui servent à former le collège doivent être fondées sur des droits et sur des titres sérieux, le cens ayant été pris pour indication et la propriété pour base du cens, il importe que ces éléments ne soient pas dénaturés à leur origine, et que les fictions ne se substituent pas à la réalité, autrement la représentation ne serait plus que le résultat des calculs, et le gouvernement représentatif ne serait qu'un mensonge. Si on admettait le système des appels, le pouvoir ou les partis pouvant disposer des mêmes moyens, il s'établirait une lutte de combinaisons diverses, pour substituer à la volonté du pays les résultats de l'intrigue et de plus coupables manœuvres. Ainsi, la loi électorale ne serait qu'un instrument de corruption, de scandale et de désordre.

« Attendu que le système mis en œuvre par les appelants est aussi contraire à l'esprit qu'au texte de la loi; qu'en effet, si l'on parcourt les articles de la loi électorale on voit que chaque électeur doit se présenter avec le cens à lui propre; que c'est une affaire individuelle et non une affaire commune et collective; les délégations ne sont admises que dans des cas déterminés par la loi, et qu'expliquent suffisamment les liens étroits de parenté et le besoin de donner une représentation à des intérêts qui ne peuvent autrement se produire. En acquérant par masses de vingt-un électeurs, quoique par des actes séparés mais du même jour, et par le même procureur fondé, une même propriété divisée en d'insignifiantes parcelles, on substitue au cens, résultat d'une propriété véritable, une apparence de titre qui n'a ni les caractères ni les conditions de la propriété, car il ne comporte ni les intérêts territoriaux à représenter, ni une possession possible. Lorsque, par les articles 9 et 10 de la loi électorale, on a voulu fixer le cens et le droit électoral, on a établi en principe le domicile et par suite l'exercice du droit au lieu de ce domicile, et le transfert de ce domicile au lieu où se paie un impôt, a été concédé comme moyen de veiller à la conservation et à la défense d'intérêts graves. Dans l'espèce, on ferait abus de l'exception, on substituerait à un droit sérieux et respectable les caprices de passions politiques, on autoriserait l'envahissement par masse d'un arrondissement; la destruction du système électif en serait la conséquence. Ce n'est pas là la critique des termes de la loi; c'est son esprit parfaitement expliqué par son but et par son sens intime. C'est d'ailleurs la seule interprétation qu'avoue la haute raison des législateurs et qui s'accorde avec la morale publique, la conscience et l'honneur des citoyens. Dans le système contraire il n'y a ni vérité, ni sûreté, ni garantie, ni loyauté;

« Attendu que si le législateur avait eu besoin d'expliquer une pensée qui ressort de ces dispositions, la séance du 21 décembre 1838 aurait justifié complètement l'interprétation donnée à la loi;

« Attendu que le législateur s'en est référé au principe du droit commun, en ce qui concerne la justification du cens électoral; que dès lors l'appréciation des titres rentre dans le domaine de la juridiction qui est appelée à admettre ou rejeter l'électeur;

« Attendu que la simulation et la fraude font exception à toutes les règles, et vicient les actes dont on prétend faire usage; que les actes doivent être jugés par l'intention, et qu'on doit examiner moins ce qu'on a

fait que ce qu'on feint de faire : or, l'acquisition d'un bien payant 8 c. de contribution ne saurait être une acquisition sérieuse; on n'a pas voulu acquérir une propriété; on a voulu, par une fiction, éluder la loi qui défend de transporter le domicile politique dans un autre lieu que celui où l'on paie un impôt; c'est le cas de dire avec les auteurs : *Parum pro nihilo putatur*.

« Attendu d'ailleurs que dans l'espèce il suffit de dénoncer les faits et les actes pour se convaincre que ces derniers ne sont pas sérieux;

« En effet, vingt-deux électeurs dont deux des Basses Pyrénées, trois des Landes, sept du Gers, neuf de l'arrondissement de Tarbes, qui n'ont aucun lien de parenté, de profession ou de domicile, acquièrent des parcelles de terre d'une même famille, par acte retenu par le même notaire, ils sont représentés par le même procureur fondé.

« Ils acquièrent dans la plus pauvre commune du canton de Lannemezan, et si trois achètent dans Bagnères c'est que les premières parcelles ne peuvent suffire;

« Tous les actes sont passés les 15 et 16;

« Leurs déclarations de changement de domicile politique sont faites à la même époque dans leurs justices de paix respectives et le même jour au greffe de Bagnères, lieu de l'élection;

« On peut considérer aussi la nature de la valeur, la quantité de deux à sept ares avec impôt de 7 à 19 centimes des terrains acquis.

« La procuration contient autorisation d'affirmer au vendeur pour qu'il ne soit pas démenti.

« La demande à fin d'inscription est faite par le même procureur fondé; enfin ils ont une propriété sans prise de possession, sans jouissance.

« Tout offre un concours de circonstances graves, précises et concordantes qui prouvent le défaut de sincérité de l'acte et la fraude à l'aide de laquelle on a voulu introduire des électeurs nomades dans un collège étranger.

« Par ces motifs,

« La Cour, statuant sur l'appel dont s'agit, en déboute les appelants et les condamne aux dépens. »

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (3^e chambre).

(Présidence de M. Colette de Baudicourt.)

Audiences des 4, 11 et 18 décembre.

PROPRIÉTÉ DRAMATIQUE. — Le Dernier Vœu de l'Empereur. — DROITS DES DIRECTEURS DE THÉÂTRES.

Au mois de janvier 1841, MM. Ferdinand Laloue et Labrousse ont fait représenter sur le théâtre du Cirque-Olympique une pièce intitulée le *Dernier Vœu de l'Empereur*; un grand luxe de décorations, une mise en scène somptueuse, une reproduction exacte des différentes cérémonies qui venaient de signaler la récente solennité des funérailles de l'empereur recommandaient cette œuvre dramatique à l'attention des directeurs de province. MM. Lafeuillade et Lemonnier, directeurs du théâtre de Nantes, s'empresèrent de préparer pour leur salle le drame qui avait fait fureur à Paris, et dès le 5 mars ils s'adressèrent à MM. Philastre et Cambon, pour avoir une reproduction des décors du Cirque-Olympique, de riches costumes, un personnel nombreux, enfin des préparatifs immenses et fort coûteux avaient porté le chiffre de leurs dépenses à 25 000 fr. Ils allaient annoncer au public cette représentation préparée à si grands frais, espérant bien par de brillantes recettes couvrir promptement leurs avances, lorsqu'à la date du 17 avril une défense leur fut signifiée à la requête de M. Mongobert, artiste dramatique, qui sous le nom de Gobert a long-temps représenté à la Porte-Saint-Martin le héros de *Schenbrunn* et *Sainte-Hélène*.

Aux termes d'un acte du 15 mars précédent, par lequel MM. F. Laloue et Labrousse l'avaient subrogé dans tous leurs droits relatifs à la pièce dont ils sont les auteurs, M. Gobert prétendait avoir le droit exclusif de faire représenter cette œuvre en province. Après en avoir référé à la commission de la société des auteurs dramatiques qui, par un avis à eux adressé, leur confirma le droit de faire jouer la pièce, les directeurs du théâtre de Nantes en annoncèrent la représentation pour un jour prochain. Mongobert alors fit saisir les recettes et assigna MM. Lafeuillade et Lemonnier devant le Tribunal correctionnel de Nantes, comme prévenus d'avoir, au mépris des lois des 13 et 19 janvier 1791 et des articles 428 et 429 du code pénal, représenté une œuvre dramatique sans le consentement de l'auteur. Devant cette juridiction, les prévenus s'appuyant sur l'avis de la commission dramatique, soulevèrent la question préjudicielle de propriété et contestèrent la validité de la cession faite à Mongobert. Il fut, en conséquence, sursis à statuer jusqu'à ce que la question de propriété eût été vidée. C'est par suite de ce renvoi que les directeurs du théâtre de Nantes ont assigné, d'une part, devant le Tribunal M. Mongobert et ses cédants pour faire annuler leur traité, et, d'autre part, la commission de la société des auteurs dramatiques en déclaration de jugement commun.

Après avoir exposé ces faits, M^e Paillard de Villeneuve, avocat de MM. Lemonnier et Lafeuillade, examine quels peuvent être les droits respectifs de MM. Lemonnier, Lafeuillade et Mongobert.

« En droit, l'avocat soutient que si l'art 5 de la loi du 13 janvier 1791 défend de représenter une œuvre dramatique sous le consentement formel et par écrit des auteurs, il faut reconnaître que dans ce cas comme dans tous ceux où la formalité de l'écriture n'est pas exigée dans un intérêt d'ordre public et à peine de nullité, le consentement verbal et même tacite suffit pour autoriser la représentation.

« C'est ainsi, dit M^e Paillard de Villeneuve, que la loi a toujours été entendue. Or, ici le consentement a été donné sinon par les auteurs eux-mêmes, du moins par la commission des auteurs dramatiques qui les représente.

« On sait en effet que, dans un but de défense commune et de concours mutuel, soit pour le maintien des traités, soit pour la perception des droits, les auteurs ont formé une association, et que cette association est représentée par une commission spéciale, qui est en quelque sorte délégataire des droits de tous. Or, cette commission, dès le mois de mars, avait autorisé la représentation du *Vœu de l'Empereur*, ainsi que cela résulte du bulletin mensuel adressé par la commission à toutes les directions théâtrales.

« Aux termes de l'art. 17 de l'acte de société, toutes les décisions de

la commission sont obligatoires pour les associés. MM. Labrousse et Laloue, membres de l'association, n'ont donc pas pu, postérieurement à ce consentement donné en leur nom, céder à M. Mongobert un droit de propriété entier et exclusif.

« C'est ainsi que la commission l'a pensé elle-même, et sa décision qui lie MM. Labrousse et Laloue a dûment autoriser MM. Lemonnier et Lafeuillade. L'œuvre dont il s'agit, tout ce qui a été vendu à Mongobert, ce sont les droits d'auteur sur la recette. Or, ces droits ont été scrupuleusement versés par MM. Lemonnier et Lafeuillade entre les mains des agens de la commission dramatique.

« Concéder à M. Mongobert le droit qu'il réclame aujourd'hui, c'est ouvrir la voie aux plus déplorables spéculations. Un auteur laissera monter sa pièce par une direction théâtrale, il lui laissera faire vingt, trente mille francs de dépenses, quelquefois au-delà, et la veille du jour où la direction voudra représenter cet ouvrage, sous la foi de la commission dramatique avec laquelle il aura traité, l'auteur, ou un économe porteur d'un traité occulte viendra menacer d'un procès correctionnel, sous prétexte que le consentement n'est pas écrit et signé par l'auteur lui-même, et les directeurs, sous peine de confiscation et de prison, devront payer la rançon qu'on exigera d'eux. C'est là un danger qui n'est pas seulement signalé par les directeurs de théâtre, mais contre la possibilité duquel protestent la loyauté de la commission dramatique.

« M^e Arago, avocat de MM. Michel et Guyot, agens de la commission, après avoir raconté les faits, cherche à repousser la demande en garantie, formée contre ses clients : « Qu'est-ce que la société des auteurs dramatiques, dit l'avocat, quel est son but? La défense des droits des auteurs, la perception de ces droits à Paris et en province, la mise en commun d'une partie de ces droits, un fonds de secours pour les auteurs malheureux. Sa commission fait les traités avec les directeurs, soutient les droits des sociétaires quand leurs prétentions lui paraissent fondées. Sur quoi se fonde la demande en garantie formée contre elle, sur un conseil, sur un simple avis, avis de passer outre malgré une signification extra-judiciaire, avis de plaider; mais si une semblable garantie pouvait être invoquée, je sais telle profession qui ne serait pas tenable. » — Cherchant ensuite à justifier l'avis de la commission et discutant les prétentions de M. Mongobert, « si du moins, continue l'avocat, l'empereur jouait un rôle actif dans l'affaire, j'aurais compris M. Mongobert voulant se montrer en personne aux populations empressées et promener de clocher en clocher son aigle dramatique ou mimodramatique. Mais il ne s'agit dans l'ouvrage que des funérailles de l'empereur. M. Mongobert regarde-t-il l'apothéose impériale comme sa propre apothéose, et veut-il l'ordonner lui-même? »

Après une courte discussion, l'avocat finit ainsi sa plaidoirie : « Disons encore en terminant que dans aucun cas la commission des auteurs dramatiques ne peut être responsable vis-à-vis de MM. Lemonnier et Lafeuillade. Elle eût pris fait et cause pour MM. Laloue et Labrousse, si ces Messieurs avaient eu raison. Appelée par MM. Lemonnier et Lafeuillade, elle donne son avis, le donne en conscience, mais voilà tout. Elle n'est pour rien dans le procès, elle doit être mise hors de cause. »

M^e Bethmont, avocat de M. Mongobert, s'exprime en ces termes :

« Messieurs, l'homme qui se présente devant vous pour réclamer la juste indemnité du préjudice qu'il a souffert, n'est pas celui qu'on vous dépeignait tout à l'heure. Ce n'est pas le puissant empereur que Paris tout entier applaudissait avec enthousiasme, alors que, mourant à Sainte-Hélène, il léguait l'opprobre de sa mort à la maison régnante d'Angleterre. M. Mongobert, à votre barre, n'est plus qu'un pauvre artiste dramatique dépourvu de toute sa gloire théâtrale, sans cour, sans soldats, sans héros, et qui vient modestement régler devant la justice le compte de ses illusions commerciales. Muni de la cession qui mettait dans ses mains le *Dernier Vœu de l'Empereur*, Mongobert n'a rien négligé pour assurer à l'exploitation de cette œuvre, en province, un succès égal à celui dont elle avait été couronnée dans la capitale. Il a acheté des chars, des chevaux, des soieries, du drap d'or; il a monté un nombreux personnel; il a traité avec M. Philastre et Cambon, qui se sont chargés de reproduire pour lui le panorama mouvant des funérailles de l'empereur, et quand, après toutes ces dépenses, il s'est dirigé vers les départements pour y exhiber son magnifique spectacle, voilà qu'en arrivant à Nantes, il apprend qu'un autre empereur s'y faisait enterrer aux acclamations des populations nantaises. »

L'avocat établit au profit de son client le droit de permettre seul la représentation de la pièce. Il combat les arguments tirés du prétendu consentement donné par la commission des auteurs dramatiques. Il soutient que la commission était sans qualité pour représenter l'auteur; que dans tous les cas rien ne constate qu'elle ait donné un consentement ultérieurement au traité du 13 mars. Subsidièrement M^e Bethmont soutient que MM. Laloue et Labrousse seraient responsables vis-à-vis de Mongobert, pour lui avoir cédé un droit dont ils étaient déjà dessaisis.

M^e Plocque, avocat de MM. Laloue et Labrousse, auteurs de la pièce en litige appelés en garantie par M. Mongobert, soutient la validité de la cession par eux faite à ce dernier. Rappelant les lois sur la matière, il s'efforce d'établir en droit que nul ne peut faire représenter une œuvre dramatique sans le consentement formel et par écrit de l'auteur; que si un usage contraire a prévalu, c'est de la part des auteurs une tolérance qui a bien pu légitimer dans le silence des propriétés les usurpations antérieures; mais quant aux pièces nouvelles, si en temps utile l'auteur s'est, par une manifestation de sa volonté, opposé à la représentation, les directeurs de théâtre devront s'abstenir sous peine de contrevenir aux dispositions légales, et de se rendre passibles des peines que prononce la loi. Or, dans l'espèce, les directeurs de Nantes connaissaient les droits de Mongobert avant d'avoir risqué aucune impense. Rien ne peut donc excuser leur usurpation. La société des auteurs dramatiques a-t-elle pu, de son chef, et au mépris du droit de Mongobert, autoriser les directeurs des théâtres de Nantes à représenter le *Vœu de l'Empereur*? En fait, aucune autorisation n'a été donnée par la société des auteurs dramatiques, et ce n'est qu'après coup, et pour le besoin de la cause, qu'on vient alléguer un consentement rétrospectif. Ce droit d'autorisation a-t-il d'ailleurs jamais appartenu à la société? Evidemment non. Ses statuts ne lui confèrent que la mission de percevoir le droit des auteurs; elle n'est qu'un centre de perception organisé, une sorte de caisse d'épargne et de secours de la littérature dramatique.

« En supposant même qu'elle eût eu le pouvoir d'autoriser la représentation de la pièce, il fallait du moins qu'elle le fit régulièrement et ainsi que l'auraient fait les auteurs eux-mêmes. Il fallait qu'elle autorisât par écrit les directeurs de Nantes. En agissant autrement elle a manqué à son mandat et doit seule être responsable vis-à-vis des parties des dommages dont elles se plaignent réciproquement. »

Quant à la garantie demandée par Mongobert, l'avocat soutient que ses clients ne lui ont cédé que le droit de percevoir les droits d'auteur et non celui de représenter la pièce à l'exclusion de tous autres. Qu'il a perçu ces droits dans plusieurs théâtres, et qu'à Nantes même il ne tiendrait qu'à lui de les percevoir. Qu'ainsi il n'y a pas eu éviction de la chose cédée. Qu'enfin, au besoin, les termes de l'acte qui attestent que

Mongobert a traité à ses risques et périls, et les dispositions de l'article 1629 du Code civil mettraient ses clients à l'abri de toute recherche de la part du cessionnaire.

Après des répliques et les conclusions de M. de Gérando, avocat du Roi, qui repousse la demande de MM. Lemonnier et Lafeuillade, attendu la nécessité d'un consentement formel et par écrit, le Tribunal remet au mardi 28 pour prononcer jugement.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. le conseiller Meyronnet de Saint-Marc.

Bulletin du 16 décembre.

La Cour a rejeté les pourvois :

1° De Louis-Pierre-Athanase Lemonnier (Seine Inférieure), travaux forcés à perpétuité, assassinat suivi de vol, mais avec des circonstances atténuantes; — 2° De François Peyre, dit *Peters* (Seine), neuf ans de travaux forcés, faux; — 3° De Benjamin-Jean-Désirée Devendeville (Nord), vingt ans de travaux forcés, tentative d'assassinat, avec circonstances atténuantes; — 4° D'Alexandre Dutriez (Nord), vingt ans de travaux forcés, tentative d'assassinat, avec circonstances atténuantes; — 5° De Bravi Rocher (Allier), six ans de réclusion, vol domestique; — 6° De Joseph Fillon et Jean Billard (Doubs), vingt-cinq ans et dix ans de travaux forcés, vol; — 7° Du nommé Polinius (Fort-Royal de la Martinique), cinq ans de travaux forcés, vol; — 8° De Gilbert Faure (Puy-de-Dôme), quinze ans de travaux forcés, meurtre; — 9° De Marie Dailloux, femme Chabrol (Puy-de-Dôme), dix ans de travaux forcés, infanticide avec circonstances atténuantes.

Statuant sur la demande en règlement de juges formée par le procureur-général à la Cour royale de Nancy, afin de faire cesser le conflit qui s'est élevé dans le procès instruit contre le nommé Duval, prévenu de vol, la Cour, vu les articles 525 et suivants du Code d'instruction criminelle, a renvoyé cet inculpé, avec les pièces de la procédure, devant la Chambre d'accusation de la Cour royale de Nancy pour y être procédé, tant sur la prévention que sur la compétence, conformément à la loi.

Faisant droit à une demande semblable formée par le procureur du Roi de Melun, afin de faire cesser le conflit qui s'est élevé dans le procès instruit contre les nommés Petit-Jean et Godard, prévenus d'avoir porté des coups et fait des blessures à un garde particulier, la Cour a renvoyé les inculpés devant la Chambre d'accusation de la Cour royale de Paris pour être statué par cette Cour comme et ainsi qu'il appartiendra.

COUR D'ASSISES DE LA CHARENTE.

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Imbert de Bourdillon, conseiller à la Cour royale de Bordeaux. — Audiences des 22, 23 et 24 novembre.

ASSASSINAT. — COMPLICITE.

Pierre Pignon et Jean Pignon, son frère, cultivateurs, natifs de la commune de Sigogne, et demeurant au village de Villefagnouse, commune de Reparsac, comparaissent devant la Cour d'assises sous le poids d'une accusation terrible. Pierre Pignon est un jeune homme de vingt-trois ans, dont les traits indiquent la douceur, et qui prend place sur le banc des accusés le sourire sur les lèvres. Jean est âgé de trente ans, il a l'air sombre et peu communicatif.

Voici les faits qui font l'objet de l'accusation portée contre eux :

Le 22 mars dernier, après le soleil couché, le nommé Quantin partit de Villefagnouse pour conduire à Reparsac une charrette qu'il avait empruntée au nommé Blois, habitant de Reparsac. Après avoir remis cette charrette à son propriétaire, il regagna son domicile en ramenant les bœufs de Jean Coudraud, son beau-frère, lorsqu'il fut atteint, à environ quatre cents mètres de son village, d'un coup de feu qui lui donna la mort presque instantanément. Le maire de Reparsac, qui était alors dans la cour, entendit la détonation de l'arme et ces cris : « A moi ! à moi ! on m'assassine ! » Saisi de terreur, il écouta pendant quelques instants pour savoir de quel côté ces cris pouvaient provenir; mais n'ayant plus rien entendu, il rentra chez lui.

Les habitants du village de Villefagnouse avaient également entendu le coup de feu qui avait été tiré, et voyant arriver, quelques instants après, sans Quantin les bœufs qui lui avaient servi à conduire sa charrette à Reparsac, ils conçurent aussitôt de vives inquiétudes, et se munissant de torches ils s'empressèrent de courir à sa recherche. Au bout d'une heure environ, ils découvrirent son cadavre étendu dans un fossé au couchant du chemin de Reparsac, ayant la face en l'air et la tête dans une direction opposée au chemin qu'il devait parcourir. Le cadavre ne reposait point sur le sol, il était soutenu par des branches et des épinettes; il parut dès lors évident que la victime, après avoir été frappée au milieu du chemin, avait été portée dans ce lieu, et qu'un seul individu n'avait pu effectuer ce transport.

Aucun des effets que portait Quantin ne lui ayant été soustrait, sa mort ne pouvait avoir eu pour cause le désir de satisfaire une basse et lâche cupidité. Le bras du meurtrier avait dû être armé par la vengeance seule, or, comme Quantin vivait en bonne intelligence avec tous ses voisins et qu'il n'avait d'autres ennemis que les frères Pignon, l'opinion publique n'hésita pas un seul instant à les accuser du crime qui venait d'être commis.

Les sentiments de haine que portaient à Quantin les frères Pignon avaient plusieurs motifs. Depuis longtemps Quantin soupçonnait Jean Pignon aîné d'entretenir des relations criminelles avec sa femme. L'un et l'autre, par leurs propos et leur conduite, augmentaient ses soupçons et les changeaient même en certitude. Il y a environ deux ans, Quantin, les ayant surpris ensemble, tira sur Jean Pignon un coup de fusil, mais de très loin, et seulement pour l'effrayer.

D'un autre côté, il paraît qu'un projet de mariage avec la fille unique de Quantin avait été conçu par Pierre Pignon. Après que le coup de fusil eut été tiré sur Pignon aîné, la mère de celui-ci ayant trouvé la fille Quantin, alors âgée de treize ans, tout en pleurs, elle lui dit : « Tu pleures, pauvre sotte; si ton père mourait d'ici à deux ans, tu serais bien plus heureuse, ton bonheur serait fait. » Depuis cette époque, Pierre Pignon faisait la cour à cette jeune fille, et se rendait auprès d'elle lorsque son père était absent. Mais ce dernier l'ayant appris, avait formellement déclaré qu'il s'opposerait toujours au mariage que les Pignon paraissent projeter. Enfin, Quantin était tellement tourmenté par ce qu'il savait des relations de sa femme avec Pignon aîné et par les projets de Pignon jeune sur sa fille, projets qu'il devait craindre de voir favorisés par sa femme, qu'il avait fait des démarches auprès du sieur Renard, créancier de Pignon, pour l'engager à faire vendre leur petite propriété, promettant qu'il l'achèterait, et ajoutant qu'il s'estimerait heureux de pouvoir, par ce moyen, la chasser du village de Villefagnouse.

Les frères Pignon irrités, l'un, parce que Quantin lui avait tiré

un coup de fusil, l'autre, parce qu'il était un obstacle à son établissement, et tous les deux parce qu'ils se voyaient menacés par lui d'être bientôt expulsés du village, ne dissimulaient pas l'intention qu'ils avaient de s'en venger. — Pignon aîné, revenant de Cognac avec le nommé Guérin, lui disait : « Quantin m'a tiré un coup de fusil qui ne m'a pas fait grand mal; mais probablement un soir ou un matin on lui tirera un qui ne sera pas ajusté aux jambes; » il disait encore au nommé Deltrieux : « Si Quantin m'a manqué, plus tard on ne le manquera pas; s'il veut mourir de sa belle mort il n'a qu'à mourir bientôt; » et le 20 mars dernier, deux jours avant l'assassinat, le même individu ayant demandé à cet accusé s'il s'était réconcilié avec Quantin, il répondit comme vingt quatre heures après le coup de fusil : « Je ne lui pardonnerai jamais. » — De son côté Pierre Pignon ne dissimulait pas mieux son ressentiment et faisait entendre les mêmes menaces : il disait à Marie Broussin que si Quantin lui avait tiré un coup de fusil comme à son frère, il serait allé chercher une pareille arme et l'aurait tué sur-le-champ. Il ajoutait : « Le soir, au guet du Corbeau ou lorsque Quantin revient chez lui, si quelqu'un lui tirait un coup de fusil, ce serait tant pis pour lui; il en serait de même que pour celui dont mon frère a été atteint. »

Les soupçons que ces sentiments de haine et de vengeance hautement manifestés avaient fait planer sur la tête des frères Pignon prirent bientôt plus de consistance. On sut que les frères Pignon avaient été instruits du voyage de Quantin à Reparsac que lorsque le crime avait été commis ils étaient absents de leur domicile et n'y avaient reparu que quelques instants après.

Les magistrats s'étant transportés sur les lieux, s'y livrèrent à diverses investigations. Dans un vignie bordant au levant le chemin sur lequel Quantin avait été tué et longeant ce même chemin, on remarqua des empreintes de pas nouvellement faites; les sabots que Jean Pignon avait portés s'y adaptaient d'une manière fort exacte. On trouva au domicile des deux accusés deux fusils qu'ils déclarèrent n'avoir pas été chargés depuis douze ou quinze jours; mais il fut facile de se convaincre qu'ils en imposaient à la justice. Ils étaient tous les deux exactement essuyés et n'étaient recouverts d'aucune poussière; l'un d'eux avait à la crosse plusieurs taches de boue encore humide; l'autre avait eu la crosse lavée, il paraissait cependant porter près de la poignée une tache de sang telle qu'aurait pu la produire l'application d'un doigt ensanglanté.

Ces fusils furent déchargés; on trouva qu'ils contenaient du plomb entièrement semblable à celui qui avait été trouvé dans les plaies de Quantin; la poudre était sèche et lustrée, et elle tomba aussitôt en grains lorsqu'on renversa le canon du fusil. A ces signes les hommes de l'art reconnurent que les deux fusils n'avaient été chargés que depuis peu de temps.

Enfin, on constata également que sur les vêtements que Pierre Pignon avait portés la veille, et que l'on avait eu le soin de feindre laver, il existait quelques taches que l'on présuma être des taches de sang.

Il convient maintenant de rapprocher toutes ces charges si accablantes pour Pierre Pignon avec la conduite si extraordinaire qu'il a tenue pendant toute la soirée du 22 mars. Il partit d'abord avec les personnes qui avaient allumé de la paille pour aller à la recherche de Quantin; mais bientôt il s'esquiva et courut à toutes jambes chez le maire de Reparsac, sous prétexte de s'informer si la charrette que conduisait Quantin lui appartenait; cependant il savait qu'elle appartenait au nommé Blais; le maire venait de se coucher, mais il se leva et demanda de la chandelle; Pignon alors disparut subitement sans répondre aux questions qui lui étaient adressées. En revenant, il trouva ses voisins qui n'avaient encore rien découvert et qui continuaient leurs recherches sur le chemin de Reparsac. Il était effaré, hors d'haleine, bien qu'il n'eût fait qu'une petite course, et comme l'on s'approchait de l'endroit où était déposé le cadavre, il se retira en prétendant qu'il avait grand chaud, et il ne reparut plus de toute la nuit.

Les démarches et les courses faites par les deux accusés avaient pour but de se faire remarquer et d'invoquer plus tard un alibi, mais bien qu'ils eussent été vus dans leur domicile quelques instants après où le coup de feu avait été entendu, il a été facile à l'accusation d'établir qu'ils avaient pu avoir tout le temps nécessaire pour attendre et frapper la victime.

En conséquence, Pierre Pignon est accusé du crime d'assassinat, pour avoir, dans la soirée du 22 mars, donné la mort au nommé Quantin, avec les circonstances de préméditation et de guet-apens.

Jean Pignon est accusé de complicité de ce crime, pour avoir aidé et assisté son frère dans les faits qui l'ont préparé, facilité ou consommé.

On procède à l'audition des témoins.

Jean Lhoumeau, maire de Reparsac : Le 22 mars, à la nuit, mes gens soupait chez moi, et n'ayant pas faim je sortis dans ma cour. J'entendis alors tirer un coup de fusil du côté de Villefagnouse, et aussitôt après on poussa ces cris : « A moi ! à moi ! on m'assassine ! » J'appelai mes domestiques, et nous allâmes sur le haut du pré, en dehors de la cour, pour écouter plus attentivement; mais nous n'entendîmes plus rien. Je crus d'abord qu'il y avait une querelle à Villefagnouse et qu'on viendrait peut-être me chercher. Ne voyant venir personne, je me couchai. Une heure après environ Pierre Pignon vint à la maison me demander si ce n'était pas à moi que Quantin avait retourné une charrette; je lui répondis que non, et j'ajoutai qu'il devait savoir que cette charrette appartenait au sieur Blois.

Jean Coudraud, beau-frère de Quantin : Mon beau-frère m'emprunta mes bœufs pour conduire une charrette à Reparsac; le temps commençait à me durer de ne pas le voir revenir. J'allai chez la veuve Pignon, je lui demandai où était son fils Jean Pignon, elle me répondit qu'il était chez mon frère. Alors j'entendis un coup de fusil, les chiens aboyèrent avec furie; je sortis et je trouvai sur sa porte la femme Quantin, qui me dit qu'elle était inquiète de ne pas voir revenir son mari. Quelques instants après mes bœufs arrivèrent au village, mais Quantin ne les accompagnait pas; on alluma des torches et nous courûmes à sa recherche. Près de Reparsac, nous trouvâmes Pierre Pignon qui était tout hors de lui; il nous demanda s'il n'avait pas du sang sur lui, il demeura en arrière et ne voulut pas nous suivre; c'est seulement sur notre invitation qu'il demeura quelque temps avec nous; mais bientôt il s'esquiva pour ne plus reparaitre de la soirée.

Guérin, cultivateur, dépose de la haine des Pignon pour Quantin et des menaces qui avaient été faites à ce dernier.

M. le président : N'était-il pas de notoriété publique que Quantin entretenait des relations intimes avec Jean Pignon? — R. Oui, Monsieur.

M. le président : Ne savez-vous pas également qu'il existait un projet de mariage entre Pierre Pignon et la fille de Quantin? — R. Oui, Monsieur; mais Quantin s'est toujours refusé à y donner son consentement.

Pierre Faure. Jean Pignon lui a raconté que Quantin l'ayant surpris avec sa femme lui avait tiré un coup de fusil, mais qu'il s'en souviendrait, et que s'il voulait mourir de sa belle mort il n'avait qu'à mourir bientôt.

Jean Boisteau : J'ai aidé à sortir le cadavre de Quantin du fossé où il avait été déposé. Coudraud, qui se trouvait aussi présent, dit : « Ce pauvre Pignon jeune a tant couru qu'il s'est jeté dans un fossé et s'est tout mouillé. » Il a saigné au nez et m'a demandé des soupçons contre Pignon, et ils ne firent que s'augmenter lorsque quelques instants après j'entendis Coudraud fils recommander à son domestique de dire que Pignon aîné était resté toute la soirée chez eux. Tout le monde soupçonne les Pignon d'avoir assassiné Quantin.

La femme Coudraud dépose qu'ayant eu occasion d'aller chez la veuve Pignon dans la soirée du 22 mars, elle dit devant les deux frères Pignon que Quantin était allé à Reparsac et qu'il ne tarderait pas à revenir; qu'après la découverte du cadavre, et comme tout le monde se demandait où était Pierre Pignon au moment du coup de feu, la veuve Pignon dit qu'il devait être chez Quantin; et la femme de ce dernier lui ayant répondu que non, « il devait donc être chez vous, femme Coudraud, » reprit-elle. Celle-ci ayant également répondu qu'il n'y était pas, « ah ! c'est vrai, di la veuve Pignon, mon fils était au lit dans ce moment. »

Samuel Bertrand, percepteur à Reparsac. Le témoin a assisté à la visite faite au village de Villefagnouse et sur le lieu du crime. Jean Pignon a été forcé de convenir devant lui que ses sabots s'adaptaient parfaitement aux empreintes remarquées sur le sol. Le témoin pense que les deux fusils trouvés au domicile des accusés avaient été chargés récemment. Malgré les dénégations des frères Pignon, il croit aussi, sans pouvoir l'affirmer, que les taches remarquées sur les vêtements de Pierre sont des taches de sang. Au reste, il a été indigné et de la conduite indécente de Pierre Pignon, qui, lors de l'autopsie du cadavre, s'amusait à jongler avec des boulettes de mie de pain, et de l'insensibilité de la veuve Quantin qui n'a versé des larmes que lorsqu'elle a vu Jean Pignon entre les mains des gendarmes.

La femme Quantin, veuve de la victime est introduite. C'est une femme de quarante à quarante-cinq ans, et dont les traits n'offrent rien de remarquable; elle est en grand deuil. Quelques murmures se font entendre dans l'auditoire, mais ils sont aussitôt comprimés par M. le président. Elle dépose : « Dans la soirée du 22 mars, mon mari était parti pour Reparsac; le temps commençait à me durer de ne pas le voir revenir. J'entendis un coup de fusil; je saisis et je tremblais qu'il ne fût arrivé un malheur à mon mari. Je trouvai mon beau-frère qui sortait de chez Pignon; je lui fis part de mes inquiétudes. Je rentrai chez moi, et j'entendis chez Coudraud la voix de Jean Pignon. Cela me rassura; je le croyais capable de tuer Quantin. »

Interpellée par M. le président pour savoir si, quoiqu'elle ait entendu la voix de Jean Pignon, elle le croit coupable, elle déclare formellement qu'elle croit que ce sont les deux frères Pignon qui ont commis le crime.

Henriette Quantin, fille de la victime, rapporte les faits déjà connus. Cette déposition est faite avec beaucoup de convenance et produit une vive sensation. Elle termine en disant que ce sont bien les frères Pignon qui ont fait le coup.

Les autres témoins qui ont été entendus sont venus confirmer pleinement les charges de l'accusation.

M. Eug. Decescand, qui occupait le fauteuil du ministère public, a, dans un réquisitoire remarquable par sa lucidité et sa logique, rappelé toutes les circonstances de ce long et triste procès.

La défense était confiée aux soins de M^{rs} Georgeon et Aubin Durand; l'un et l'autre ont su, par la force de leur argumentation, faire naître l'incertitude dans plusieurs esprits. Leurs brillantes plaidoies ont été écoutées avec l'attention la plus soutenue.

Après un résumé remarquable de M. le président, le jury s'est retiré dans la chambre du conseil et en est sorti quelques instants après en rapportant un verdict affirmatif sur toutes les questions, mais avec l'admission des circonstances atténuantes.

En conséquence, les frères Pignon ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LIBOURNE (Gironde).

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. DUCASSE. — Audience du 24 novembre.

MUTILATIONS VOLONTAIRES POUR SE RENDRE IMPROPRE AU SERVICE MILITAIRE. — COMPLICITE.

Jean Debande, meunier de la commune de Villegouge, homme d'une fort mauvaise réputation, était signalé comme exerçant une coupable industrie. Au mois de juillet dernier, des faits précis parvenus à la connaissance du ministère public vinrent éveiller sa sollicitude. Plusieurs jeunes gens appelés à faire partie du contingent de la classe de 1840 se présentèrent devant le conseil de révision affectés d'infirmités récentes et tellement conformes entre elles qu'elles durent faire naître des soupçons. Le conseil déféra ces individus à la justice; une instruction fut suivie, et les charges les plus graves s'élevèrent bientôt contre Debande, qui prit la fuite et s'est soustrait jusqu'à ce jour aux poursuites dont il n'a pas cessé d'être l'objet. Néanmoins l'information fut complétée, et une ordonnance de la chambre du conseil renvoya Debande et huit autres individus devant le Tribunal de police correctionnelle comme s'étant rendus passibles des peines portées en l'article 41 de la loi du 21 mars 1832.

Les débats ont fait connaître les faits suivants :

Debande se vantait depuis longtemps d'avoir des moyens sûrs de soustraire les jeunes gens au service militaire. La crédulité des paysans, toujours acquiesce à qui se présente pour l'exploiter, ne lui fit pas défaut; sa réputation s'étendit dans les campagnes, et il songea à faire de la science qu'il s'arrogeait une véritable industrie. Il s'adjoignit le nommé Jean Brieu, qui, moyennant un salaire déterminé, avait mission de courir le pays pour recruter des clients et faire ressortir les avantages de l'entreprise, que recommandait en outre une sorte de prospectus conçu dans les termes suivants :

« Je m'engage et je promets, par acte sous seing privé, et aux peines de droit, de faire réformer, à la révision, tout individu que j'entreprendrai. — Dont acte. Fait double. — Cet acte sera mis en mains tierces chez un honnête homme, jusqu'à l'expiration, qui sera au 1^{er} juillet, époque où la révision aura eu lieu. Cet acte ne pourra être livré à une seule des parties contractantes. Le prix, aux échéances de juillet, est de 390 francs et comptant, 100 francs pour les médicaments, lesquels 100 francs seront reconnus à compte sur le capital, dont je m'engage à faire

Voir le SUPPLEMENT.

SUPPLÉMENT A LA GAZETTE DES TRIBUNAUX

des Lundi 20 et Mardi 21 Décembre 1841.

la remise, si je ne parviens pas à faire réformer les susdits individus. »

Beaucoup se laissèrent prendre à ces promesses. Quelques-uns donnèrent de l'argent; d'autres souscrivirent des billets; tous déplorent amèrement leur crédule confiance. Le traitement douloureux qu'ils ont subi a eu, en effet, pour résultat de les affliger d'infirmités graves que l'art est impuissant à guérir. Des caustiques violents, appliqués sur le doigt annulaire de la main gauche, en ont opéré la rétraction complète, et ces malheureux jeunes gens n'exercent plus maintenant qu'avec beaucoup de peine leurs différentes professions.

Après l'audition d'un grand nombre de témoins, M. Lacaze, procureur du Roi, outre l'article 41 de la loi du 21 mars 1832, dont il demande l'application à tous les prévenus, invoque encore contre Debaude l'article 317 § 4 du Code pénal, et in-iste, à l'égard de cet individu, sur la nécessité d'une répression sévère.

M^e Dufort présente la défense des nommés Pineau et Goizet, et soutient, quant à ce dernier, exemplé du service par la force de son numéro, que la peine édictée par l'article 41 de la loi de 1832 ne saurait lui être appliquée.

M^e Morange fait valoir quelques considérations en faveur des autres prévenus.

Après délibéré en chambre du conseil, le Tribunal a rendu un jugement par lequel Pineau, Goizet et Reyreau ont été renvoyés de la prévention sans dépens; Deschamps, Lhoste, Dumon et Gracher, condamnés à un mois, Brieu à huit mois d'emprisonnement, et enfin Debaude, par application des dispositions combinées de l'article 41 de la loi du 21 mars 1832, et de l'article 317 du Code pénal, à cinq ans de la même peine et 500 francs d'amende. Le jugement a de plus ordonné, quant à ce dernier, qu'il demeurerait, à l'expiration de sa peine, pendant cinq autres années sous la surveillance de la haute police. Tous ont en outre été condamnés solidairement aux frais.

TIRAGE DU JURY.

La Cour royale, 1^{re} chambre, présidée par M. le président Dupuy, a procédé au tirage des jurés pour les assises de la Seine qui s'ouvriront le lundi 3 janvier prochain, sous la présidence de M. le conseiller Champanhet; en voici le résultat :

Jurés titulaires : MM. Vassal, marchand de cuirs, rue Française, 4; Durand, facteur à la halle aux Cuirs, rue Marie-Stuart, 8; Larroze, commissionnaire en vins, à Bercy; Tinard, marchand de nouveautés, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 110; Devaux, huissier, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 9; Devisme, armurier, rue du Helder, 12; Mauzé, référendaire au sceau de France, rue Neuve-de-Luxembourg, 32; Cartier, marchand de soieries, rue Richelieu, 83; Papillon, avoué, rue du Faubourg-Montmartre, 10; Loignon, négociant, rue de Cléry, 17; Juteau, agent de change, rue de Grammont, 21; Saintard, marchand de nouveautés, rue Montesquieu, 5; Vivenot, marchand de bois, quai de la Rapée, 45; Toulouse, entrepreneur de voitures publiques, rue du Faubourg-Saint-Denis, 50; Durand, propriétaire et ébéniste, rue du Harlay, 5; Pellou, négociant en vins, à Bercy; Robert, marchand de châles, rue Neuve-Saint-Eustache, 22; Robilliard, commissionnaire de roulage, rue du Temple, 98; Filhon, propriétaire, rue du Cherche-Midi, 87; Lourmand, homme de lettres, rue Neuve-Saint-Jean, 14; Marbeau, trésorier-général des invalides de la marine, rue Castiglione, 8; le vicomte de Flavigny, propriétaire, rue des Saussaies, 9; de Chouly de Permangle, caissier, rue Richer, 89; Blerzy, propriétaire, place Louis XV, 8; Omont, propriétaire, rue d'Orléans, 6; au Marais; Moreau, docteur en médecine, rue de Lille, 57; Debussy, propriétaire, rue de la Fidélité, 4; Manuel, fabricant de châles, rue du Mail, 7; Delanoue, propriétaire, quai de la Rapée, 33; Corbeau, propriétaire, rue Grenet, 18; Mortier fils, marchand de beurre, rue des Petits-Piliers, 87; Massin, ancien chef d'institution, rue des Minimes, 5; Delavarde, maître couvreur, rue Aumaire, 22; Warambon, marchand de nouveautés, rue du Cloître-Saint-Jacques-l'Hôpital, 8; Marcotte, pharmacien, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 84; Robouam, marchand de fer, rue Royale-Saint-Antoine, 16.

Jurés suppléentaires : MM. Boullé, propriétaire, rue Thévenot, 15; Blandin, docteur en médecine, rue Royale, 20; Leproust, pharmacien, rue du Cloître-Saint-Jacques, 2; Gentil, propriétaire, rue Saint-Louis, 89.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par ordonnance, en date du 12 décembre, sont nommés :

Juge de paix du canton de Cérilly, arrondissement de Montluçon (Allier), M. Petit-Jean (Paul), propriétaire, en remplacement de M. Mazerat, décédé; — Juge de paix du canton d'Aubagne, arrondissement de Marseille (Bouches-du-Rhône), M. Bonnet (Jules), propriétaire, en remplacement de M. Barbaroux, démissionnaire; — Juge de paix du canton de Beaulieu, arrondissement de Brive (Corrèze), M. Montbrial (Emile), maire de Beaulieu, membre du conseil-général de la Corrèze, en remplacement de M. Batut, décédé; — Juge de paix du canton de Montsurs, arrondissement de Laval (Mayenne), M. Leroy des Barres (Hippolyte), suppléant de la justice de paix de Prez-en-Pail, en remplacement de M. Rubillard, démissionnaire; — Juge de paix du canton de Spincourt, arrondissement de Montmédy (Meuse), M. Chaudoye (Antoine-Henri), propriétaire, en remplacement de M. Joly, démissionnaire; — Juge de paix du canton de Villiers-Saint-Georges, arrondissement de Provins (Seine-et-Marne), M. Bourquelot (Pierre-Louis), juge suppléant au Tribunal de première instance de Provins, membre du conseil d'arrondissement de Provins, en remplacement de M. Lefèvre.

Sont nommés suppléants de juges de paix :

Du canton d'Ebreuil, arrondissement de Gannat (Allier), M. Secrétain (Alexis), maire d'Ebreuil; — Du canton de Varithes, arrondissement de Pamiers (Ariège), M. Frésoul (Joseph), maire de Varithes; — Du canton d'Asfeld, arrondissement de Rethel (Ardennes), M. Canart (Jean-Baptiste-Eugène), propriétaire; — Du canton de Cornus, arrondissement de Saint-Affrique (Aveyron), M. Arnal (Etienne), propriétaire; — Du canton sud de Confolens, arrondissement de ce nom (Charente), M. Morichon (Pierre), avocat; — Du canton de Saint-Amand, arrondissement de ce nom (Cher), M. Dugardin (Auguste-François-Marie), notaire; — Du canton de Juillac, arrondissement de Brive (Corrèze), M. Leyral (Henri), propriétaire; — Du canton de Sarrola, arrondissement d'Ajaccio (Corse), M. Casile (Pascal), propriétaire; — Du canton de Lama, arrondissement de Bastia (Corse), M. Bertola (Fabien), propriétaire; — Du canton de Prunelli, arrondissement de Corte (Corse), M. Colombani (Ange-Félix), propriétaire; — Du canton de Labrit, arrondissement de Mont-de-Marsan (Landes), M. Maurin (Henri), propriétaire; — Du 6^e arrondissement de Nantes (Loire-Inférieure), M. Jouon (Eugène-Félix), avocat; — Du canton de Rougé, arrondissement de Châteaubriant (Loire-Inférieure), M. Hardy (Athanas Jean-Baptiste), notaire; — Du canton de Casteljaloux, arrondissement de Nérac (Lot-et-Garonne), M. Dartaud (Laurent-Rémi), notaire; — Du canton de Serverette, arrondissement de Marvejols (Lozère), M. Jean (Pierre-Jean), notaire; — Du canton de Saint-Didier, arrondissement de Wassy (Haute-Marne), M. de Ponthon (Auguste-Napoléon), avocat; — Du canton d'Argentré, arrondissement de Laval (Mayenne), M. Gautier (Pierre-Philippe), maire de Parné; — Du canton de Loiron, arrondissement de Laval (Mayenne), M. Desnos (François), propriétaire;

— Du canton d'Ossun, arrondissement de Tarbes (Hautes-Pyrénées), M. Miquen (Dominique-Auguste), propriétaire; — Du canton de Montcenis, arrondissement d'Autun (Saône-et-Loire), M. Banquet (Philibert-Cécile), adjoint au maire de Montcenis.

CHRONIQUE

DEPARTEMENTS.

— PAU. — Sur la demande écrite de MM. Arzac, Gasc et Roaldès, l'affaire de la municipalité provisoire de Toulouse, qui devait être appelée le 15 devant la Cour royale de Pau (chambre des appels de police correctionnelle), a été renvoyée au 27 de ce mois.

— Un cultivateur de la commune de Nouan-sur-Loire (Loir-et-Cher) et sa femme étaient, dit-on, accusés d'avoir volé un drap à un de leurs voisins. Pour se soustraire aux conséquences de cette accusation, ils se rendirent à Beaugency, y firent, devant un notaire, un testament en faveur des enfants d'un premier mariage du mari, et revinrent à Courbouzon chez un de leurs parents. Là une rôtie au vin fut préparée, mais au lieu d'y mettre du sucre, c'est avec de l'arsenic que la part du mari fut assaisonnée. Quelques instants après l'avoir prise, il succombait au milieu des douleurs les plus violentes. Les médecins chargés de l'autopsie du cadavre ont déclaré qu'avec la dose prise par ce malheureux on aurait pu empoisonner vingt personnes.

Cet événement est-il le résultat d'un crime ou d'un suicide? C'est ce que l'instruction qui se poursuit en ce moment ne tardera pas sans doute à révéler. Jusqu'ici on est porté à croire qu'un projet de double suicide avait été concerté entre les deux époux, mais qu'au moment de l'exécution le courage aurait manqué à la femme pour suivre l'exemple de son mari.

MONTARGIS. — Un nouveau crime vient d'être commis dans l'arrondissement de Montargis. Le 7 de ce mois, à six heures et demie du matin, la veuve Baudenon, habitant un hameau composé seulement de deux habitations, était à préparer une soupe, et son fils assis près d'elle taillait le pain dans une soupière, lorsque tout à coup ils s'aperçurent qu'on ouvrait, au moyen d'un bâton, le volet de la fenêtre, puis, au même instant, une détonation d'arme à feu se fit entendre, et tous les carreaux furent brisés. Heureusement ni la veuve Baudenon ni son fils n'ont été atteints. On a trouvé dans la chambre plusieurs balles et des grains de plomb. La justice s'est rendue sur les lieux. On présume que l'arme employée était un pistolet de cavalerie; des traces de pas d'homme ont été remarqués dans la direction du canal. La veuve Baudenon et son fils n'ont pu donner aucune indication sur l'auteur du crime; ils ont déclaré n'avoir pas d'ennemis et ne pouvoir soupçonner personne. L'information se continue.

PARIS, 20 DECEMBRE.

La Cour des pairs a continué aujourd'hui son délibéré qui a été renvoyé à demain.

Le bruit avait circulé que par suite des révélations de Dufour plusieurs arrestations avaient été opérées. C'était une erreur. Aucune arrestation n'a été faite.

C'est aussi par erreur que plusieurs journaux ont prétendu que cet incident était de nature à prolonger le délibéré : car, les débats étant clos, les révélations des accusés, quelles qu'elles soient, ne pouvaient être mises sous les yeux de la Cour.

Le délibéré finira, dit-on, demain et l'arrêt sera prononcé à l'ouverture de la séance de mercredi.

— M. Eugène Persil, substitut du procureur-général près la Cour royale de Paris, député du Gers, vient d'être enlevé à sa famille à l'âge de trente-trois ans, par une maladie aiguë qui l'a emporté en deux jours. Ses obsèques auront lieu mardi, 21 décembre, à onze heures du matin, en l'église paroissiale de Saint-Germain-des-Prés. Ceux de ses amis qui n'auraient pas reçu de lettre d'avis sont priés de regarder cette note comme une invitation d'assister à son convoi.

— M. Dubarle, procureur du roi à Versailles, nommé substitut du procureur du roi à Paris, a prêté serment à l'audience de la 1^{re} chambre de la Cour royale.

— Par arrêt confirmatif d'un jugement du tribunal de 1^{re} instance de Paris, du 24 novembre dernier, la 1^{re} chambre de la Cour a déclaré qu'il y avait lieu à l'adoption de Michel Claude par Charles Alexandre Leblanc de Ferrières.

— La Cour royale, en audience solennelle des 1^{re} et 2^e chambres réunies, sous la présidence de M. Hurdoin, s'est occupée aujourd'hui de l'appel interjeté par le sieur Viellard contre un jugement du Tribunal de première instance de Paris qui lui nomme un conseil judiciaire, sur la provocation de son fils. M^e Marie a présenté les griefs de cet appel, qui seront combattus à l'audience de lundi prochain par M^e Copin.

Nous rendrons compte des débats.

— La maison d'or, du boulevard Italien, qui semblait devoir rester sans locataires tant l'extérieur et les appartements en sont magnifiques, est occupée au premier étage, sur le boulevard, moyennant 25,000 francs par an, par la maison de commerce de Mme Hermel, fort connue pour la somptuosité et l'élégance de ses modes et de ses broderies. En septembre 1840, cette dame fit avec Mlle Alexandrine, modiste, qui avait acquis une sorte de renommée dans son établissement rue Richelieu, n. 104, qu'elle n'occupait plus alors, une convention qui attachait pour trois ans Mlle Alexandrine à la maison pour la direction de la partie des modes.

Mlle Alexandrine ne devait pas recevoir d'appointements fixes; il était stipulé qu'elle jouirait d'un intérêt de 8 pour 100, mais sans association. Il n'était point convenu que son nom serait joint à l'indication de la raison de commerce; cependant on l'inscrivit sur l'enseigne en lettres d'or (couleur locale); on prit dans les prospectus, on écrivit sur les factures ou les billets émis ou acquittés les noms réunis Hermel et Alexandrine; mais cet état de choses ne dura qu'un temps; et M. Pinguet, négociant, ayant formé une société avec Mme Hermel, dans laquelle il s'obligeait à verser 75,000 francs, le nom Alexandrine disparut de l'enseigne, et les factures et les billets de commerce furent signés Hermel et compagnie. Aussitôt assignation par Mlle Alexandrine ou plutôt Mme Boutet, nom du mari de cette dame, qui, de fait, s'appelle Marie-Anne Berger, et porte, comme on voit, une pseudonyme purement commercial. Mlle Alexandrine demandait le rétablissement de son nom à côté de celui de Mme Hermel.

Le Tribunal de commerce a pensé que l'intention des parties (encore qu'elle ne fût pas précisée par le traité passé entre elles) résultait suffisamment de l'état de choses maintenu pendant une année; en conséquence, il a été ordonné que le nom d'Alexandrine serait rétabli comme par le passé, et qu'après les mots Hermel et compagnie il serait ajouté : « Maisons Hermel et Alexandrine réunies, » tant sur l'enseigne que sur les factures et étiquettes, à peine de 100 fr. par chaque jour de retard.

Mme Hermel a interjeté appel; M. Pinguet, son associé, est intervenu et a soutenu cet appel.

M^e Pouget, pour Mme Hermel, a exposé en fait que Mlle Alexandrine, qui avait éprouvé des vicissitudes pénibles dans ses précédents établissements, eût dû se trouver satisfaite des avantages considérables que lui procurait son admission dans la maison Hermel, encore qu'il n'y eût eu pour elle d'autre qualité que celle de commis-intéressé. Il a établi que l'acte signé entre les deux dames ne constituait aucune société, et qu'ainsi le nom Alexandrine momentanément inscrit pour achalandier d'autant la maison n'en faisait pas nécessairement partie.

M^e Horson, avocat de M. Pinguet, s'est attaché à démontrer les mêmes faits. Il a fait valoir les obligations importantes prises par le commanditaire, auquel il importe que toute supposition de société disparaisse, afin qu'il ne reste tenu qu'aux engagements souscrits par Hermel et compagnie, seule raison sociale à laquelle il soit immiscé. Donnerait-on satisfaction aux prétentions de Mlle Alexandrine, en écrivant, comme l'indique le jugement, maisons Hermel et Alexandrine réunies? La situation serait la même, puisque cette réunion implique l'existence d'une société qui est une illusion. « La société qui n'existe pas en droit, ajoute l'avocat, n'est pas moins impossible en fait. Le désordre le plus intolérable, les récriminations diverses entre la maîtresse de la maison et l'employé subordonné, les injures, et, dit-on, quelque chose de plus encore, voilà ce qui se passe journellement dans la maison Hermel. Tout ce qu'il serait possible d'accorder à Mlle Alexandrine, ce serait d'enoncer dans les factures que la confection des modes est dirigée par elle, car tel a été le seul objet de son admission dans la maison. »

« Il y a quelque ingratitude, a dit M^e Paillet pour Mlle Alexandrine, à refuser la simple insertion de ce nom, lorsqu'on s'en est fait un moyen de prospérité et qu'on a accepté la clientèle qui s'y attache. On prétend que Mlle Alexandrine a fait ce qu'on appelle de mauvaises affaires; la démarche même de Mme Hermel pour s'adjoindre le talent et la clientèle d'Alexandrine réfute suffisamment cette supposition. On ajoute qu'au moins cette dernière éprouvait des embarras dans son commerce; mais Mme Hermel elle-même n'a-t-elle pas eu recours à un commanditaire? Mme Hermel manquait-elle d'expérience lorsqu'elle a contracté avec Alexandrine? Non, sans doute, car elle jouit d'une ancienne réputation, et son expérience est consommée pour ce qui regarde son industrie en particulier. D'autre part, Alexandrine n'avait-elle pas tout le crédit désirab'e? mais c'est elle qui a fait prêter à Mme Hermel 25,000 francs par M. Gillet, et ce dernier a exigé une caution, et un artiste de l'Opéra-Comique, qui possède dans la maison Hermel un intérêt assez peu défini, s'est porté caution. »

« Qu'on dise ensuite que Alexandrine n'est pas le véritable nom de ma cliente, qu'importe? Il s'agit d'un nom commercial, dont le bénéfice était souhaité par Mme Hermel, qui en comprenait l'importance, et qui ne peut le récuser aujourd'hui après en avoir profité. Aussi dès le principe, Mme Hermel a répandu à profusion des prospectus où elle tirait avantage de l'affiliation qui venait d'être accomplie en la personne d'Alexandrine; elle s'en vantait comme d'une conquête auprès de ses nombreuses clientes. Nul doute, comme l'a dit l'avocat de Mme Hermel, qu'il n'y ait à s'effrayer du faste et du luxe qui règnent dans ce splendide établissement; oui, sans doute, pour les pères et les maris, il y a de quoi s'épouvanter; mais enfin les intérêts respectifs des personnes qui concourent à cette splendeur et à son exploitation sont parfaitement établis, et c'est de quoi il s'agit au procès. »

« Maintenant Alexandrine se prétend-elle associée? Non, l'acte ne lui donne pas cette qualité, qui pourrait l'engager au-delà de sa propre volonté; elle n'a demandé que le maintien de son nom à côté de celui de Mme Hermel, comme cela a toujours existé depuis son entrée dans la maison; ce qui lui importe, c'est que ce nom, qui attire sa clientèle personnelle, qui contribue à la prospérité de son établissement, ne soit pas confondu et anéanti par le fait d'une collaboration annoncée pendant les trois ans qu'elle doit passer avec Mme Hermel. Le Tribunal n'a rien ordonné qui ne fût conforme à cette pensée. »

« Au surplus, ajoute M^e Paillet, nous ne sommes pas moins désireux que nos adversaires de voir cesser l'espèce d'anarchie qui s'est introduite dans le sein des ateliers et des magasins; il faut savoir, en effet, que plusieurs de ces demoiselles, qui sont au nombre d'une vingtaine et plus, ont prêté l'oreille à certaines insinuations et cessent d'obéir à Mlle Alexandrine qu'on leur a recommandé de ne pas écouter. Ce désordre incessant doit avoir un terme qui sera dû à l'arrêt de la Cour. »

« A l'égard du commanditaire, il n'est pas même recevable à intervenir, le gérant étant seul apte à procéder pour la société. »

La Cour, adoptant les motifs des premiers juges, et à l'égard de l'intervenant, considérant que le gérant seul eût eu la capacité pour intervenir, a confirmé le jugement et rejeté l'intervention.

— Cette danse fantastique qui, sous quelque nom qu'elle se soit produite, a toujours mis en émoi la pudeur officielle du sergent de ville ou du gendarme, n'avait, jusqu'à présent, amené devant les tribunaux correctionnels que des jeunes gens auxquels leur âge pouvait, jusqu'à un certain point, servir d'excuse. Mais aujourd'hui la surprise est grande quand on voit s'asseoir sur le banc, prévenue de ce délit, la veuve Macquard, qui confesse quarante-huit ans depuis la Saint-Denis.

La veuve Macquard, malgré son âge, affecte tous les airs d'une jeune fille. Sa grosse figure rougeâtre sourit à tout le monde avec abandon; ses prunelles tournent dans leur orbite d'une façon provoquante, et un petit bonnet surchargé de rubans épanouis laisse voir dans toute leur splendeur de magnifiques cheveux gris.

M. le président : Vous êtes prévenue d'avoir dansé des danses indécentes?

La veuve Macquard : Qui a dit cela? le municipal... il est bien chipie!... Mon mari, qui était dans les guides de l'empereur, n'y regardait pas de si près.

M. le président : Vous deviez savoir que les danses de cette nature sont sévèrement prohibées.

La prévenue : Qu'est-ce qu'il faut donc danser, à présent? le menuet?

M. le président : Il faut danser convenablement et de manière à ne pas blesser la morale publique... à votre âge surtout.

La prévenue : Pourquoi donc cela, s'il vous plaît ? Ne plus danser !... Ah ! bien ! ah ! bien !... Je vous demande bien pardon, mais je danserai jusqu'à la fin de mes jours... tant que j'aurai des jambes.

M. le président : Au moins dansez décemment.

La prévenue : Je vas vous dire... j'étais peut-être un petit peu guillerette... j'étais allée à la noce... on avait bu, on avait chanté et on avait rebu... De voir comme ça de jeunes mariés, moi, ça m'avait rendu toute chose... ça m'avait rappelé 1812, le 3 juin, quand j'avais épousé M. Macquard... tout ça m'avait un petit peu monté à la tête, et ma foi les avant-d'eux s'en étaient ressentis.

M. le président : Je vous répète qu'il est honteux à votre âge de se conduire ainsi.

La prévenue : Je ne suis déjà pas si vieille... Quarante-huit ans, v'là-t-il pas grand chose ? J'aime la gaité, moi... Tant pis, là, j'aime la gaité et la petite gaudriole.

M. le président : En voilà assez... Vous ferez mieux de vous taire... Votre défense ne ferait qu'aggraver vos torts.

Le Tribunal condamne la veuve Macquard à 30 francs d'amende.

— Lady Morgan a dit que deux fois par an les Français sont fous : c'est le 1^{er} janvier et le jour du carnaval. Cependant cette folie serait facile à justifier par le mouvement général qu'elle imprime au commerce, et par le bien-être que cela répand dans les classes pauvres et industrielles. Du reste, chez tous les peuples les calendes de janvier ont été célébrées avec la plus grande pompe. « Les Romains, dit Dezobry » dans son savant ouvrage de Rome au siècle d'Auguste, font du renouveau le jour de fête, » et il le prouve en s'appuyant sur les passages de Denys, d'Ovide, de Pliny, de Sénèque, de Tacite, de Symmachus, de Martial, de Cicéron, et « ils croient, ajoute M. Desobry, que » des présages certains sont attachés au commencement de chaque chose, » et au premier jour du mois de janvier, qu'ils regardent comme l'auspice de l'année, ils cherchent à multiplier les bons présages : ce jour-là ils se visitent les uns les autres, et s'accueillent mutuellement par les vœux les plus prospères et les paroles les plus agréables, évitant » avec soin toutes celles qui seraient profanes. Comme personne ne » peut se dispenser de donner des étrennes, les chiens en portent aussi à » leurs patrons, mais uniquement pour se conformer à l'usage : leur » présent se compose simplement d'un as de cuivre et d'une datte recouverte d'une très-légère feuille d'or. Les riches ne se bornent point » à ces étrennes sacramentelles ; ils y joignent de beaux présents de tout » ce que produisent la terre et la mer. Rome, ordinairement si vivante, » offre à l'époque des calendes de janvier un tableau encore plus animé » qu'à l'ordinaire : tout le monde est dehors, on ne rencontre que gens » pressés ; à peine peut-on circuler : aucun autre mois ne rassemble » autant de monde à la ville. » N'est-ce pas le tableau de Paris vivifié par le jour de l'an ?

Du reste, les étrennes n'ont pas besoin de réhabilitation, et il n'est personne qui ne soit forcé d'admirer l'élégance, le bon goût et la richesse de la plupart des magasins de Paris ; seulement, en les visitant, on éprouve quelquefois le tourment de Tantale. Parmi les magasins qui, chaque année, étalent avec le plus de profusion des myriades d'objets divers créés par le luxe et les arts, on doit citer les Lesages, les Giroux, et surtout la maison Susse, passage des Panoramas, où l'on voit mille facilités, mille riens, qui sont cependant le complément obligé de l'ameublement d'une femme à la mode, comme les sujets de tapisserie sont le passe-temps des soirées de famille. Sous ce double rapport, la maison Susse tient un des premiers rangs. Les hommes trouvent ensuite dans leurs magasins, place de la Bourse, 51, toutes les nouveautés inventées pour satisfaire les goûts capricieux de la fashion. Ce qui distingue surtout la maison Susse, c'est que le prix de chaque objet est marqué en chiffre connu, et qu'on n'y est point obsédé par une foule de commis dont l'obséquieuse politesse vient tyranniser l'acheteur. On ne peut mieux comparer leurs salons qu'à un vaste musée où l'on peut venir passer quelques heures d'étude et de plaisir. On y trouve des tableaux des plus grands maîtres : des aquarelles, des sculptures, des objets d'arts, de luxe et de fantaisie, ainsi que des bronzes et des statuettes par nos premiers artistes ; des porcelaines du Japon, des cristaux de Bohême et de Venise, montés en filigranes ; des corbeilles et des livres de mariage, des éventails, des bourses, des flacons et des nécessaires de toilette et de voyage. On y remarque également un riche assortiment en ébénisterie, maroquinerie et librairie, et un choix très-varié en tours de physique amusante en pièces mécaniques, et jouets d'enfants ; l'attention est surtout réveillée par un grand nombre de nouveautés exclusives à cette maison.

On y rencontre pour les besoins usuels d'excellents articles à très-bon marché, tels que l'encre royale de Johnson, les plumes métalliques de Bookmann et les crayons gradués de Watton si renommés dans le monde artistique. En gravures, vous y trouverez aussi la belle Vierge de Raphaël, par Massard, richement encadrée, et dont le prix est peu élevé (1) ; des écrans de cheminée avec les cartes géographiques des départements, ou le plan de Paris, etc. Toutefois, nous devons signaler aux pères de famille et aux maris les magasins de Susse comme l'endroit le plus dangereux... pour leurs bourses. C'est le bon marché qui ruine, et les gens prudents font bien de se rappeler ce précepte : « Délivrez-vous, Seigneur, de la tentation. »

WILLIAM N...

(1) Vierge de Raphaël, prix : 6 fr. ; encadrée, 14 fr. Encre de Johnson, 50 cent. Encrriers Syphon, 50 cent. ; remplis, 75 cent. Plumes de Bookman, 30 cent. et 1 fr. Crayons gradués de Watton, 20 cent. — Place de la Bourse, 51, chez MM. Susse frères.

DANGER DES MALADIES DE POITRINE. — Les maladies des organes de la respiration sont les plus fréquentes de toutes les affections qui affligent l'espèce humaine, et leur gravité se révèle par la mortalité effrayante qu'elles occasionnent en passant à l'état chronique quand elles sont négligées. On a dû, dans tous les temps, s'occuper activement d'en étudier les causes, les symptômes, le diagnostic et le pronostic, et surtout le traitement, car c'est le but essentiel, et tout médecin devrait prendre pour devise : Observer, guérir, et discuter ensuite.

Une infinité de moyens divers ont tour à tour été employés et délaissés ; cependant il en est quelques-uns qui ont pour eux la sanction de l'expérience et que tous les hommes de l'art semblent préférer dans un grand nombre de circonstances, c'est le baume de Tolu. « Hoffmann, dit Fabre dans son excellent Dictionnaire de Médecine, page 648, a vanté ses propriétés stomaciques comme celles du baume de Pérou ; il recommande cette substance dans la phthisie confirmée, dans les catarrhes pulmonaires chroniques et les maladies des voies urinaires. »

Ce sirop, préparé avec le plus grand soin par M. Trablait, est très agréable au goût et à l'odorat ; il calme la toux, rétablit le sommeil, favorise l'expectoration, et son action balsamique se porte principalement sur la muqueuse des bronches et des poumons, dont il favorise les fonctions dans l'acte de la respiration, il guérit l'enrouement et l'aphonie (perte de la voix) en peu de jours, parce qu'en adoucissant la membrane muqueuse du pharynx, les cordes vocales reprennent leur élasticité, et leurs vibrations se rétablissent très promptement. Le sirop de Trablait est connu pour la guérison des maux de gorge, rhumes, esquinancie, toux, croup, coqueluche, enrouements, aphonie (perte de la voix), asthmes nerveux, catarrhes, grippe, pleurésie, phthisie pulmonaire, au premier et au deuxième degrés, palpitations, sifflement pulmonaire, rhumes de poitrine, hémoptisie, crachement de sang, et généralement pour toutes les inflammations des membranes muqueuses de la poitrine et du bas-ventre.

Ce sirop se prend pur ou délayé dans deux cuillerées d'eau ou de tisane émolliente ; on peut édulcorer les boissons du malade avec ce sirop, et le lait est aussi un excellent véhicule pour le délayer. Chaque fois qu'il y a un quinte de toux, on doit en prendre une ou deux cuillerées à café pour la calmer. Les personnes peu fortunées qui sont recommandées par les médecins on par MM. les maires et les curés jouiront d'une remise. M. Trablait n'a pas de dépôt en province, mais il accorde la remise d'usage à MM. les médecins et pharmaciens qui lui adressent des demandes, soit directement, soit par l'intermédiaire des droguistes ou des commissionnaires en marchandises. Toute demande de la province de 12 bouteilles sera expédiée pour 27 fr., franco de port et d'emballage, par les diligences contre remboursement, sans aucune remise. (Ecrire franco.)

Prix du sirop balsamique, 2 fr. 25 c. la bouteille. Prix du chocolat analeptique, le demi-paquet de 250 gr., 2 fr. 50 c. ; les 6 paquets, 15 fr. 50 c. — Dépôt central chez M. Trablait, pharmacien, rue J.-J.-Rousseau, 21, à Paris.

— **OPINION DES MÉDECINS SUR LE CHOCOLAT FERRUGINEUX** (1) de COLMET, pharmacien, rue Saint-Méry 12, à Paris. — **CERTIFICAT DE M. FOUQUIER**, professeur à l'école de Médecine, premier médecin du roi, etc. C'est une heureuse idée que celle d'associer une préparation ferrugineuse très active au chocolat ; M. Colmet, pharmacien, n'aura qu'à s'en féliciter. C'est faciliter l'usage d'un médicament énergique Je souhaite que cette combinaison soit aussi goûtée qu'elle mérite de l'être. Paris, ce 20 septembre 1856. FOUQUIER. — **CERTIFICAT DE M. GUERANT**, médecin de l'hôpital des Enfants, médecin consultant du roi, membre de l'Académie royale de Médecine, etc. J'emploie constamment depuis plusieurs années le *Chocolat ferrugineux* de Colmet, soit en tablettes, soit en bonbons, et je m'en trouve toujours bien, chez les adultes, chez les adolescents et les enfants. Paris, ce 15 novembre 1853. GUERANT. — **CERTIFICAT DE M. EMERY**, médecin à l'hôpital de Saint-Louis, membre de l'Académie royale de Médecine : « Je déclare avoir employé avec succès le *Chocolat ferrugineux* de M. Colmet, en bonbons et en tablettes, chez les enfants et les grandes personnes, dans les affections lentes des organes digestifs, et chez les chlorotiques. Paris, ce 1^{er} mai 1856. EMERY. » — **CERTIFICAT DE M. CHEROIN**, membre de l'Académie royale de Médecine, médecin de la maison royale de santé : « J'ai employé le *Chocolat ferrugineux* composé par E. Colmet, et j'en ai qu'à m'en louer, tant sous le rapport de la facilité de son administration que pour ses effets. Paris, ce 25 septembre 1857. HERVEZ DE CHEROIN. » — **CERTIFICAT DE M. PATISSIER**, docteur en médecine de la Faculté de Paris, membre de l'Académie royale de médecine, auteur d'un traité sur les eaux minérales naturelles, etc. : « Je reconnais avoir employé avec succès le *Chocolat ferrugineux* de M. Colmet, pharmacien, dans la chlorose, dans les maux d'estomac nerveux, dans les affections scorbutiques, et dans tous les cas où il faut relever le ton des organes affaiblis. Paris, ce 29 septembre 1857. PATISSIER. » — **CERTIFICAT DE M. BLANCHÉ**, médecin de M. le comte de Paris, médecin de l'hôpital Cochin, etc. : « Je soussigné certifie que depuis plusieurs années je prescris avec de grands avantages, dans les nombreuses affections qui réclament le fer, le *Chocolat ferrugineux* préparé par M. Colmet, pharmacien. C'est chez les enfants surtout que j'ai pu apprécier les heureux résultats du fer administré sous cette forme agréable. Paris, ce 10 novembre 1857. BLANCHÉ. » — **CERTIFICAT DE M. LACORBIÈRE**, médecin de la Faculté de Médecine, membre de plusieurs sociétés savantes, de la Légion d'Honneur, etc. : « Je soussigné, médecin de la Faculté de Paris, me fais un plaisir et un devoir d'attester ici que, dans les cas où l'action du fer à l'intérieur est indiquée, le meilleur mode d'administration, celui qui, aliment agréable et médicament tout à la fois, réunit toutes les conditions désirables dans l'espèce, et sans contredit le mode qu'on obtient à l'aide du *Chocolat ferrugineux* de M. Colmet, pharmacien, préparation dont j'ai eu bien souvent à m'applaudir dans ma pratique particulière. En foi de quoi, etc. LACORBIÈRE. » — **CERTIFICAT DE M. TROUSSEAU**, médecin de l'hôpital Saint-Antoine, professeur de thérapeutique à la Faculté de Médecine de Paris, etc. : « J'ai prescrit très souvent, dans ma pratique particulière, votre *Chocolat ferrugineux*, dans la chlorose, dans la maladie de l'es-

(1) Prix du flacon, 2 fr., avec une brochure intitulée : *Physiologie de la peau*, in-8. — Dépôt à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n. 21, près la rue Montmartre.

(1) Prix : le demi-kilogr. 5 fr. — En bonbons, les boîtes, 5 fr. — Dépôt dans les principales villes de France.

tomac des femmes, dans les ménorrhagies et chez les enfants débiles. Cette forme sous laquelle on administre le fer m'a toujours paru celle que les malades supportaient avec le moins d'inconvénients et avec le plus d'avantage. Paris, ce 22 septembre 1857. TROUSSEAU. » — **CERTIFICAT DE M. MARJOLIN**, professeur de la Faculté de Médecine : « J'ai conseillé souvent l'usage du *Chocolat ferrugineux* de M. Colmet, pharmacien. Ce chocolat, dans la préparation duquel une poudre de fer se trouve dans une extrême division, devient un aliment médicamenteux éminemment utile dans tous les cas où l'on emploie des préparations ferrugineuses, et il arrive souvent que ce chocolat est facilement digéré quand les ferrugineux usités ne sont pas supportés par les estomacs. Paris, ce 2 octobre 1857. MARJOLIN. »

Librairie, Beaux-Arts et Musique.

Une publication fort étendue paraît en ce moment ; elle fait suite au *Dictionnaire général et raisonné*, de M. A. Dalloz ; elle résume, classe, discute, tout ce qui a paru sur la législation et la jurisprudence, depuis que cet ouvrage a été mis au jour, c'est-à-dire depuis 1834 jusqu'à 1842 exclusivement. L'auteur a tellement lié ce travail supplémentaire au premier, qu'en faisant les recherches dans l'un, on se trouve les avoir faites dans l'autre. Ce supplément aura trois livraisons présentant la matière d'environ trente volumes in-8^o ordinaires. L'expression est si serrée, les documents nouveaux sont si soigneusement rattachés à ceux du Dictionnaire général, que M. Armand Dalloz a pu présenter dans ce cadre la substance de plus de deux cents volumes publiés, depuis 1834, sur la science du droit. La première livraison paraît en ce moment. On y trouve les commentaires de plusieurs lois nouvelles, celles sur l'autorité municipale, les conseils-généraux, l'armée, les caisses d'épargne, les aliénés, la Cour de cassation, les Cours d'assises, etc. — Nul ouvrage, on peut le dire, n'a fait plus que celui de M. A. Dalloz pour populariser et rendre pour ainsi dire vulgaires les notions de la jurisprudence, qui n'étaient jusqu'ici que le partage d'un petit nombre d'hommes laborieux et exercés.

— Le *Dictionnaire du Commerce et des Marchandises*, publié par le libraire Guillaumin, est une des plus utiles publications de notre époque. Les ouvrages qu'il a obtenus des Origines ont été confirmés par le temps et l'expérience. Ce livre, indispensable aux commerçants, négociants ou industriels de tous les pays et de toutes les classes, est encore utile à une foule d'autres personnes qui trouveraient difficilement ailleurs les nombreux renseignements qu'il renferme. Sa place est marquée dans la bibliothèque de l'homme d'étude comme dans le cabinet de l'homme d'affaires et sur le comptoir du négociant.

— La *Chronique* va publier son quatrième volume, et on dirait qu'elle a dix ans d'existence ; c'est que réellement elle a dépassé toutes les limites possibles du bon marché, et qu'il y a dans ses pages luxe, élégance, causticité, appréciation élevée des hommes et des choses, et délicieuses causeries de boudoir. Le volume de décembre comprend la biographie de Victor-Hugo, œuvre sérieuse et complète confiée à l'un de nos jeunes écrivains les plus distingués. — De plus, et outre son répertoire habituel, une physiologie tout entière, celle du Lion, depuis longtemps attendue par le monde élegant. Le quatrième nous réserve une piquante révélation, la vie mystérieuse de la CONTEMPORAINE.

— La *Biographie universelle*, publiée par M. Furne doit fixer l'attention des savants, des littérateurs et des gens du monde. Ce dictionnaire historique, très complet, puisque la nécrologie des hommes célèbres morts dans les six premiers mois de 1841 y a trouvé place, se recommande par les plumes exercées qui ont contribué à sa rédaction, sous la direction du savant M. Weiss, et par une belle exécution typographique. L'éditeur y a joint une série de magnifiques portraits gravés sur acier.

— Le libraire Arnould met en vente aujourd'hui le *Bon jardinier pour 1842*. Cet excellent livre, dont le succès s'accroît chaque année, est encore pour celle-ci beaucoup augmenté. MM. Vilmorin et Poiteau tiennent constamment cet ouvrage au niveau des connaissances de l'époque, et tous les cultivateurs et amateurs de jardins ne peuvent choisir un meilleur guide.

On croit devoir, à l'époque prochaine du nouvel an, recommander aux lecteurs le *Langage des Fleurs* et la *Terre-Sainte*, charmants livres d'étrennes et de bibliothèque, publiés par le même éditeur.

— Rien n'égale le succès qu'obtient la *Physiologie du carnaval et de l'Opéra*, ce charmant petit volume qu'a illustré avec tant de bonheur l'artiste H. Emy ; la 2^e édition vient de paraître en même temps que la *Physiologie du jour de l'an* dont le texte est dû à L. Couailliac, écrivain dont on connaît toute la verve et l'esprit.

— L'auteur de tant de productions à succès, F. Masini, vient de publier un album de 12 romances, chansonnettes et nocturnes, orné de 12 dessins de Jules David. Les mélodies renfermées dans ce recueil ont un tel cachet de distinction qu'elles obtiendront bientôt cette popularité de bon goût qu'assurent toujours nos salons où l'élégance a de droit son entrée et sa place. « Les romances expressives et les chansonnettes piquantes qui se trouvent dans ce recueil prouvent que le talent de Masini se prête également bien à toutes les expressions. »

Avis divers.

Les porteurs de MOINS DE DIX ACTIONS à la compagnie du chemin de fer de Paris, Meudon, Sévres et Versailles (rive gauche), sont invités à se trouver le jeudi 25 décembre courant, à huit heures du soir, chez M. Sergent, rue des Filles-St-Thomas, 17, pour recevoir une communication qui les intéresse.

— NAVALORAMA, place Louis XV, au Mat pavaisé. — Cet établissement qui représente avec tant d'exactitude les scènes maritimes, les vues de Sainte-Hélène, continue d'obtenir les suffrages des connaisseurs de la marine, et surtout de ceux qui ont visité le tombeau de Napoléon. Le Navalorama est toujours visible de 11 heures du matin à 4 heures du soir.

FURNE et Co. éditeurs de l'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE par M. THIERS, de l'HISTOIRE DE NAPOLEON par M. DE DE NORVINS, etc., rue Saint-André-des-Arts, 55, à Paris.

6 VOL.
grand in-octavo Jésus
PRIX :
60 FR.

Ou DICTIONNAIRE HISTORIQUE contenant la nécrologie des HOMMES CÉLÈBRES de tous les pays, des articles consacrés à l'HISTOIRE GÉNÉRALE DE PEUPLES, aux BATAILLES MÉMORABLES, aux GRANDS ÉVÉNEMENTS POLITIQUES

aux diverses SECTES RELIGIEUSES, etc., depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours.

Par une SOCIÉTÉ DE GENS DE LETTRES, sous la direction de M. WEISS, bibliothécaire à Besançon. — NOUVELLE ÉDITION. — OUVRAGE COMPLET.

SIX VOLUMES grand in-8^o Jésus. Prix : 60 francs ; ornée de 60 MAGNIFIQUES PORTRAITS gravés sur acier. — LES SOUSCRIPTEURS sont prévenus que la 120^e et DERNIÈRE LIVRAISON est publiée.

AUDOT,
Rue du Paon, n. 8,
(Ecole-de-Médecine)
A PARIS.

LE BON JARDINIER 1842.

Plus de sept cents articles ont été ajoutés ou modifiés, sans compter de nombreuses corrections. — L'article *Rosier* a été revu, la plupart des descriptions complétées, le choix des variétés épuré et augmenté d'espèces méritantes ou nouvelles. — Les articles *Pelargonium* et *Dahlia* mis au courant des nouveautés. — L'article *Gazon* refait entièrement d'après de nouvelles vues par M. VILMORIN, lequel a aussi augmenté de nouvelles acquisitions les articles des *Plantes*

Un volume in-12 de

CALENDRIER DU BON CULTIVATEUR, ou Manuel de l'Agriculteur praticien, par MATHIEU DE DOMBASLE. Sixième édition, revue, augmentée de planches. 1 vol. in-12, 4 fr. 50 c. et 6 fr. par la poste.

TRAITÉ DE LA CULTURE DES OEILLETES, suivi d'une nouvelle classification applicable aux genres *Rosier*, *Dahlia*, *Chrysanthème*, *Pensée*, et à tous ceux qui sont nombreux en variétés, par RACONOT-GODEFROY, horticulteur à Paris. In-12, fig. col., 1 fr., et 1 fr. 25 c. par la poste. — Cet ouvrage vient d'être mis en vente.

potagères, fourragères, céréales et employées dans les arts. — Le nombre des végétaux d'agrément a été augmenté de toutes les nouveautés. — Enfin cet ouvrage, rédigé par MM. VILMORIN et POITEAU, et toujours tenu au niveau de la science, contient les principes généraux de culture ; l'indication, mois par mois, des travaux à faire dans les jardins ; la description, l'histoire et la culture particulière de toutes les plantes potagères, économiques ou employées dans les

près de 1,200 pages. — Prix : 7 francs, 9 francs 25 centimes par la poste.

TRAITÉ DE LA COMPOSITION ET DE L'ORNEMENT DES JARDINS. Cinquième édition, augmentée de plus du double dans le texte et de 94 planches nouvelles représentant plus de 400 fig. 2 vol. in-4^o, 25 fr.

FIGURES POUR L'ALMANACH DU BON JARDINIER. Douzième édition. 1 vol. in-12, avec 83 planches gravées représentant plus de six cents objets. Figures noires, 6 fr. ; coloriées, 15 francs.

LE LANGAGE DES FLEURS. Cinquième édition. Ce charmant ouvrage de M. AIMÉ MARTIN, publié sous le pseudonyme de Mme CHARLOTTE DE LA-

arts ; de celles propres aux fourrages ; des arbres fruitiers, des oignons et plants à fleurs, des arbres et arbrisseaux utiles ou d'agrément ; suivi d'un Vocabulaire des termes de jardinage et de botanique ; d'un Jardin des plantes médicinales ; d'un tableau des végétaux groupés d'après la place qu'ils doivent occuper dans les parterres, bosquets, etc.

TOUR, est ornée de 15 jolies grav. coloriées. Fig. noires, 2 fr. ; fig. coloriées, 5 fr. ; reliure en veau ganré, doré sur tranches, 3 fr.

TREIZIÈME ANNÉE de la REVUE HORTICOLE, JOURNAL DES JARDINIERS ET AMATEURS. Un cahier par mois, 2 fr. 50 c. pour l'année, franc de port dans toute la France.

LA TERRE SAINTE et les lieux illustrés par les Apôtres. Gr. in-8^o Jésus orné de 48 grav. exécutées par les plus célèbres artistes. Ouvrage dédié à M. l'évêque de Chartres. — 15 fr. relié. — MAGNIFIQUE ÉTRENNES.